par appareil. Ils seront perçus périodiquement par les agents qualifiés du ministère des finances en même temps que le prélèvement progressif visé aux articles 7 et 8 ci-dessus.

Art. 10 — En vue d'exercer les contrôles qui leur incombent, les agents qualifiés du ministère de l'intérieur, du ministère des finances et des collectivités locales intéressées auront librement accès à tout moment dans les locaux où sont installés les appareils à sous.

Art. 11 — Le responsable des locaux, au sens prévu par l'article 3 du présent décret, est tenu de procéder à l'ouverture des appareils à sous lorsque demande lui en est faite par les agents qualifiés du ministère des finances chargés de la vérification des caisses.

Ces dernières seront placées sous scellés à l'initiative des agents chargés du contrôle et les plombs des scellés ne pourront être détruits qu'en leur présence, soit pour la comptabilité du prélèvement progressif, soit sur demande du responsable des locaux.

Art. 12 — Toute tentative de fraude ou effraction des scellés entraînera la fermeture immédiate des locaux et, éventuellement, le retrait de l'autorisation d'exploiter tous les appareils appartenant à la société incriminée.

Art. 13 — Le présent décret ne concerne pas l'ouverture des locaux où pourraient être installés des appareils automatiques faisant appel non pas au hasard mais à l'habileté ou à l'intelligence des joueurs et excluent tout gain en argent, tels que baby-foot, flippers, juke-boxes, etc...

Art. 14 — Les sociétés ou personnes bénéficiant déjà d'autorisations devront se mettre en règle avec les dispositions du présent décret dans un délai d'un mois faute de quoi les autorisations délivrées seront purement et simplement annulées.

Art. 15 — Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Lomé, le 14 mars 1972

Général E. Eyadéma

DECRET N° 72-77 du 14/3/72 portant relèvement de l'encaisse maximum en numéraire des bureaux de poste de la République togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté n° 71-ter du 30 novembre 1920 portant ouverture des bureaux de poste aux opérations postales, télégraphiques et téléphoniques, au service des articles d'argent et des envois contre remboursement ;

Vu les arrêtés n°s 74 et 419 des 28 décembre 1920 et 5 août 1932 ouvrant toutes les localités pourvues d'un bureau de poste au service des colis postaux ;

Vu les décisions n°s 349 et 149 des 10 septembre 1935 et 17 novembre 1936 ouvrant les bureaux de poste au service de la caisse d'épargne ;

Vu l'arrêté n° 235-MF du 30 novembre 1959 portant relèvement de l'encaisse maximum en numéraire de la recette principale de Lomé ;

Vu le décret n° 62-83 du 30 mai 1962 portant relèvement de l'encaisse maximum en numéraire des bureaux de poste de l'intérieur ;

Vu les nécessités du service ;

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé des postes et télécommunications ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier — L'encaisse maximum en numéraire des bureaux de poste de la République togolaise est fixée comme suit :

Lomé - RP.....	10.000.000
Lomé - Bè.....	200.000
Lomé - Nyékonakpoé.....	200.000
Lomé - Tokoin.....	300.000
Lomé - Port.....	1.000.000
Agou.....	100.000
Anécho.....	500.000
Anfoin.....	100.000
Anié.....	100.000
Atakpamé.....	500.000
Badou.....	100.000
Bafilo.....	100.000
Bassari.....	200.000
Blitta.....	100.000
Dapango.....	200.000
Kandé.....	100.000
Kéto.....	100.000
Kpele-Ele.....	100.000
Lama-Kara.....	300.000
Niamtougou.....	100.000
Nuatja.....	100.000
Palimé.....	500.000
Porto-Seguro.....	100.000
Sansanné-Mango.....	200.000
Sokodé.....	500.000
Tabligbo.....	100.000
Tsévié.....	200.000

Art. 2 — Le minimum de l'encaisse est fixé à la moitié des sommes ci-dessus indiquées.

Art. 3 — Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mars 1972

Général E. Eyadéma

DECRET N° 72-78 du 20-3-72 autorisant l'acquisition de certains immeubles situés à Lomé Tokoin-Aviation et approuvant les contrats de vente s'y rapportant.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo, ensemble l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 et les textes modificatifs subséquents en déterminant les conditions d'application ;

Vu la lettre n° 2741/MTP/ASECNA/TG du 29 octobre 1971 par laquelle le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications sollicite l'expropriation à l'amiable de certains immeubles situés à Lomé Tokoin-Aviation ;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier — Est autorisée l'acquisition par l'Etat des immeubles ci-dessous mentionnés appartenant aux personnes dont les noms suivent, destinés à l'extension de l'aérodrome de Lomé-Tokoin :

1) Terrain nu de 6 has 76 as 99 cas de la collectivité Aholou, représentée par M. Wokohui Noukponou Aholou, cultivateur demeurant à Bè.

2) Terrain nu de 19 has 50 as 48 cas de la collectivité Siafen, représentée par M. Akakpo Aziagbede, cultivateur demeurant à Bè.

3) Terrain nu de 2 has 43 as 28 cas, objet du titre foncier n° 1961/TT de la collectivité Eklou, représentée par M. Koumado Eklou, cultivateur demeurant à Bè.